

Anticiper la sécheresse : Emmanuelle Wargon a réuni le Comité national de lâ€™eau

Dossier de la rédaction de H2o
June 2020

Emmanuelle Wargon a réuni le 14 mai le Comité national de l'eau afin d'échanger sur les principes à mettre en œuvre pour mieux anticiper les difficultés liées aux épisodes de sécheresse à venir. Cette réunion a également été l'occasion de point sur les mesures prises dans le domaine de l'eau et de l'assainissement durant la crise sanitaire du COVID-19.

Les données mesurées au niveau national durant le mois d'avril - débits des rivières, recharge des nappes, humidité de sols, quantité de pluie tombée, ainsi que les prévisions météorologiques saisonnières - ont permis d'identifier les zones à risques pour cet été. Les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne Franche-Comté, Grand-Est, Centre-Val de Loire et Nouvelle-Aquitaine pourraient plus particulièrement connaître des épisodes de sécheresse. Au-delà de ces zones pré-identifiées, la secrétaire d'état a rappelé la nécessité de rester attentif dans tous les territoires afin d'éviter des p  d'eau d'ici la fin de l'été, comme la France en a connu l'été dernier. Pour mémoire, en 2019, treize départements ont subi des ruptures d'approvisionnement de longue durée (jusqu'à 100 jours en Ariège ou en Haute-Saône), sur des portions étendues de leur territoire (la moitié de la Creuse).   Afin d'anticiper au mieux ces épisodes de sécheresses, les préfets réunissent actuellement leurs partenaires pour prendre les premières mesures d'anticipation lorsqu'elles sont nécessaires. Emmanuelle Wargon a également appelé à améliorer les points de faiblesses identifiés l'an dernier dans le dispositif de gestion de crise par un récent rapport du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD). Une instruction technique va ainsi demander prochainement aux préfets à prendre de nouvelles dispositions pour anticiper davantage et améliorer la gestion de crise. Cette instruction vise : le renforcement de la coordination interdépartementale ; l'harmonisation des mesures de restrictions des usages de l'eau ; les actions à mener pour éviter toute défaillance d'approvisionnement en eau potable.   Pour être plus efficace dans l'anticipation et la gestion de crise, il est demandé aux préfets de mieux harmoniser les mesures de restriction des usages de l'eau à l'échelle des bassins hydrographiques, en veillant à utiliser des seuils cohérents de déclenchement des mesures. Ils devront également renforcer l'utilisation des données disponibles sur la ressource en eau, les pr i vements et celles provenant des gestionnaires des réseaux d'eau potable. En outre, pour garantir l'usage prioritaire en eau potable et éviter tout risque de rupture d'approvisionnement sur le territoire, le gouvernement demande que les impacts du changement climatique soient pris en compte dans le volet "eau potable" des plans ORSEC. Les préfets sont également appelés à mobiliser l'ingénierie technique et financière de l'état en lien avec les agences de l'eau afin d'accompagner les collectivités territoriales qui auraient besoin de recourir à des travaux d'interconnexion ou de résorption de fuite. Enfin, un service numérique d'information sur les restrictions d'usage sera développé afin de faire connaître plus simplement et rapidement au grand public la situation de déficit et les mesures à respecter.

Environnement France

 

  à